

<b>Zeitschrift:</b>	Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera
<b>Herausgeber:</b>	Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
<b>Band:</b>	5-6 (1986)
<b>Artikel:</b>	Quelques aspects spécifiques de l'économie montagnarde française à l'époque moderne
<b>Autor:</b>	Poitrineau, Abel
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-1077677">https://doi.org/10.5169/seals-1077677</a>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 09.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

QUELQUES ASPECTS SPECIFIQUES DE L'ECONOMIE MONTAGNARDE  
FRANCAISE A L'EPOQUE MODERNE

---

par

Abel Poitrineau

Cette communication propose une interprétation de la crise qui affecte l'économie des régions montagneuses du royaume de France au XVIII<sup>e</sup> siècle, à la veille de la chute de l'Ancien Régime, et des réponses fournies au défi de l'appauvrissement par les populations montagnardes, dans le cadre de l'économie française dans son ensemble.

Elle est nourrie des travaux d'historiens français ou étrangers actuels, comme J. Bernard, A. Corbin, G. Collomp, Ch. Desplats, P. Durand, J. Gresset ou W. Tijms. Et aussi fait référence aux ouvrages de géographes spécialistes des montagnes, tels que Ph. Arbos, R. Blanchard, J. Blanche ou Taillefier. Parmi les sources mises en oeuvre directement, et tirées des archives départementales de l'Ariège, de l'Isère, des Alpes de Haute Provence, du Cantal, de la Haute Loire, du Puy de Dôme, de la Loire, de la Creuse ou de la Haute Vienne, il faut faire une place toute particulière à un petit livre publié en 1774 sans nom d'auteur<sup>1</sup>, et intitulé "L'art de cultiver les pays de montagnes". Je reprends et développe ici les idées émises dans plusieurs articles et communications antérieurs.

I. L'économie montagnarde en France à l'époque moderne.

Généralités

A. Un contexte d'ensemble. La pauvreté.

Sous l'Ancien Régime, la société traditionnelle est en état de "pauvreté stable": mise à part une "délégation" nantie au sein de laquelle se déroule l'essentiel de la vie artistique et

intellectuelle, la population est vouée à la pauvreté par la très faible productivité du travail humain dans le secteur agricole largement dominant, par la stagnation des techniques en général, et par l'absence résultante de tout développement économique. Aussi, dans ces conditions, la production de subsistances peu susceptible de croissance à long terme impose-t-elle au stock démographique un plafond infranchissable. Le lien entre l'effectif de la population et la production agricole est particulièrement rigide.

B. Dans les montagnes: les sommets de la pauvreté.

A l'époque moderne, les plafonds démographiques possibles sont plus bas dans les hauts pays qu'ailleurs pour des raisons évidentes: les conditions naturelles limitent fortement les possibilités de l'agriculture, toutes choses égales d'ailleurs. En fait, les aptitudes pastorales de la montagne sont loin d'apporter aux populations une compensation quantitative et qualitative suffisante à la médiocrité fondamentale du potentiel agricole proprement dit: non seulement le risque est grand que la ration alimentaire du montagnard s'en trouve déséquilibrée, au profit des éléments d'origine animale, mais encore - compte tenu du nombre des calories végétales nécessaires pour "faire" une calorie animale - le volume de cette ration a toutes chances d'être insuffisant, pour peu que la montagne soit assez peuplée.

C. Des montagnes peuplées.

Or les montagnes dès le début de l'époque moderne, sont fortement peuplées en égard à leurs ressources; situation démographique qui tient à leur rôle historique de montagnes-refuge; le retranchement naturel constitué par le complexe relief et forêt est à l'origine de cette fixation permanente de populations importantes dans un biotope somme toute hostile, et qui s'y perpétuent, enracinées et enclavées, loin des grands courants de circulation des hommes, des produits et des idées.

## II. En montagne: des équilibres démographico-agricoles précaires

A. Capacité nutritive limitée de l'espace agricole montagnard. Techniquelement, l'espace agricole montagnard s'organise toujours autrement que l'espace des bas pays. Alors que l'ager (terre arable, surtout consacrée aux cultures céréalières) s'y trouve réduit par les particularités de l'ensoleillement, de la pente ou de l'altitude, la silva (forêt) et surtout le saltus (pacages naturels, assorti de boisements clairsemés) y prennent une place considérable. La prédominance du bois et de l'herbe sur les labours y est inscrite dans la nature des choses, et, alors même que les fonds de vallées, souvent humides, voire marécageux et sujets aux ensablements provoqués par l'érosion des pentes conviennent souvent surtout à la prairie, la terre arable se limite en fait aux climats de "terres chaudes" qui entourent villages ou hameaux, et aux "terres froides" périodiquement prélevées sur certains cantons favorisés du saltus par défrichements intermittants. Les productions favorisées - forestières, sous forme de bois, de pacage sous-bois ou de produits de cueillette, ou pastorales, sous forme de viande, de laitage et leurs dérivés - ont pour caractéristique un faible rendement par unité de surface utilisée; elles sont du reste faibles consommatrices de travail humain, donc "peu créatrices d'emploi". Par localisation, cet emploi, saisonnier, ne couvre qu'une médiocre partie de l'exercice annuel, et les revenues qu'il procure s'en trouvent doublement limités.

B. Une allégeance néanmoins totale au système agricole "traditionnel".

Le "système" auquel ressortit l'agriculture de montagne ne diffère pas de celui dont dépend fondamentalement l'agriculture en plaine: il est en effet caractérisé dans les deux cas par la relation technique inéludable qui y existe entre culture et élevage, entre productions animales et productions végétales. L'obligation de la polyculture fait toutefois dans les bas pays les plus limoneux et les plus fertiles un "mal

nécessaire" de l'élevage qui fournit fumures indispensables au sol et force de traction; à l'inverse on peut dire que dans les montagnes, la culture proprement dite est fille de la nécessité; elle peut contribuer certes par les pailles qu'elle fournit à l'élaboration des fumiers, mais surtout elle donne un indispensable complément au troupeau pour sa nourriture d'hiver, en stabulation, et elle apporte aux montagnards, sur place, un contingent minimal de ces grains dont pour des raisons diététiques et surtout culturelles, la consommation sous forme de pain de galettes ou de bouillies se maintient élevée.

#### C. Des aménagements "pointus" et peu performants.

Polyculture, donc, en montagne. Vaille que vaille, le montagnard essaie de faire "de tout, un peu", jusqu'à cultiver la vigne au delà des limites normales de la maturation du raisin. Les adaptations qu'il fait subir à la technologie agricole, plus ingénieuses et inspirées par l'expérience que véritablement révolutionnaires, permettent, en gros, dans des conditions exceptionnellement difficiles de mettre en oeuvre le système d'agriculture pratiqué dans les basses terres; adaptations de l'habitat, outil du paysan par excellence; adaptations de l'outillage de main, tant pour les façons de la terre que pour le traitement des produits qu'elle fournit; adaptations des pratiques culturales elles-mêmes et des moyens de transports, si essentiels pour l'exploitation paysanne; adaptations aussi en ce qui regarde les espèces cultivées ou élevées, et même pour les assollements, avec l'importance donnée aux jachères à longue révolution, et à la combinaison seigle et avoine. A ce prix, avec un capital d'exploitation particulièrement réduit, le montagnard parvient à obtenir des rendements valables en année normale.

#### D. Des équilibres globaux toujours précaires.

Au prix d'un travail particulièrement pénible et intense sur de brèves périodes, d'un "travail de forçat" (R. Blanchard), les montagnards s'assurent une gamme de subsistances assez

large, qui va des céréales et de produits végétaux de complément ou de substitution (raves, châtaignes, sarrazin, légumes) aux produits de cueillette et à ceux des divers élevages, bruts ou élaborés. Toutefois les récoltes céréalières sont dans ce cadre particulièrement aléatoires, les mauvaises années plus nombreuses et plus mauvaises qu'ailleurs; la rigidité du potentiel céréalier montagnard (loi des rendements décroissants) face à l'essor démographique survenu dans les hauts pays au XVIII<sup>e</sup> siècle rend ceux d'entre eux qui ne l'étaient pas déficitaires en permanence en matière de grains. Les ressources offertes par l'élevage ne sont pas moins limitées - et donc non susceptibles de fournir une compensation illimitée aux insuffisances céréalières conjoncturelles ou structurelles; on appellera simplement, tant en matière d'élevage ovin que bovin, que le foin et la paille destinés à l'hivernage des bestiaux et provenant respectivement des emblavures et des prairies de fauche, bornent l'effectif du troupeau, qui ne saurait sans risque de catastrophe dépasser un plafond souvent assez bas par rapport aux ressources en herbe offertes par les pâturages divers. En outre, le porc étant un concurrent de l'homme comme consommateur (et ce, jusqu'à la généralisation de la culture de la pomme de terre), l'élevage porcin demeure très médiocre. Enfin malgré la mise en œuvre locale de techniques acrobatiques et dangereuses (comme le schlittage en pays vosgien), une bonne partie des surfaces boisées, quasi inaccessibles ou peu susceptibles de vidange faute de cours d'eau flottables, reste inexploitée, ses bois "tombant en vétusté" peu à peu, alors que le reste est souvent surexploité du fait de droits d'usages incompressibles des habitants (chauffage, logement, outils): le manque de bois, paradoxalement, n'épargne pas les pays hauts.

### III. Les Ruptures d'équilibres durable et les crises structurelles

#### A. Situations foncières et sociologiques propres aux montagnes.

Elles conditionnent en partie l'évolution; la propriété privi-

légiée y est certes moins bien représentée que dans les bas pays; outre le fait que - sauf exception, comme dans la région de Saint Claude au Jura, ou celle de la Grande Chartreuse dans les Alpes - le prélèvement direct ou indirect au profit de l'Eglise sous forme de dîmes et de redevances diverses (rente "féodale" ou rente "bourgeoise") est proportionnellement plus faible en montagne qu'en plaine, il faut insister sur le fait que les biens de noblesse y sont sans doute moins importants, globalement, que dans les bas pays; en Limousin, la petite noblesse ne tire ses ressources que de maigres droits seigneuriaux, à défaut de domaines proches, et en Haute Provence il y a belle lurette au XVIII<sup>e</sup> siècle que ces mêmes droits, émiettés et devenus dérisoires, sont plus vexatoires que vraiment lourds. Les alleux ne manquent pas. De plus la non-résidence de la noblesse montagnarde a sans doute dès le XVI<sup>e</sup> pris de grandes proportions, et les nobles les mieux possessionnés, vivant loin de leurs biens, et conscients du faible revenu dégagé par ceux-ci aux mains de leurs hommes d'affaires, paraissent - en Haute Auvergne le cas est flagrant - soucieux de se "dégager" de domaines et terres peu rentables, pour acquérir avec le capital réalisé des fonds en plaine, proches des marchés urbains dans les régions montagneuses: la propriété bourgeoise s'en trouve, en montagne, bien réduite: peu de ces zones, en forme d'auréoles, autour de centres urbains, où les biens fonciers des bourgeois citadins foisonnent. En revanche, les communaux - tant de villages que de simples hameaux - y sont extrêmement répandus et parfois très vastes, qu'ils aient fait jadis l'objet de concession à titre gracieux ou à titre onéreux (ce qui est lourd de conséquence face aux triages réclamés par certains seigneurs), et ils forment au profit des habitants et singulièrement des propriétaires, une réserve consistante de "terres froides".

B. Ruptures de l'équilibre socio-économique: des chocs mal amortis.

Y a-t-il jamais eu des économies montagnardes complètement et hermétiquement autarciques? On peut certes en douter, mais on

ne pourrait douter non plus des "chocs" qui les contraignent, au XVIIe et au XVIIIe siècle, à s'ouvrir davantage, mettant ainsi en cause des ajustements séculaires, et provoquant une crise quasi-permanente.

a) une rupture "exogène": l'affermissement de l'état monarchique dans la première moitié du XVIIe siècle se marque dans les régions de montagne comme partout en France par un alourdissement spectaculaire de l'impôt royal perçu en espèces monétaires. Changement irreversible, même si un certain reflux intervient ultérieurement au plan relatif. Ces exigences du fisc royal ont pour effet de perturber un système économique fondé essentiellement sur l'autoconsommation paysanne et nuancé par des prélèvements en nature du clergé et de la noblesse somme toute assez légers. Elles amènent, bon gré mal gré, les producteurs à entrer dans le cycle de l'économie d'échanges et de marché, pour se procurer des espèces. Globalement, elles représentent une lourde ponction sur un revenu global moyen rigide.

b) une rupture "endogène": la croissance nouvelle et forte des populations montagnardes au cours du XVIIIe siècle, qui les amène à des niveaux supérieurs à ceux qu'elles avaient atteint avant 1693, résulte de l'accumulation de soldes de la balance démographique devenus régulièrement positifs. Elle tient à l'atténuation des grandes "crises de mortalité" liées à des fléaux comme la peste - dont Collomp a décrit les effets terrifiants en Haute Provence au XVIIe siècle - ou la famine, et la responsabilité d'une administration plus attentive et mieux armée n'est point douteuse.

Dans le rapport entre volume total des subsistances produites et effectif global des habitants, consommateurs potentiels, les deux phénomènes interviennent de la même manière; que ce soit le premier terme du rapport (dividende) qui soit amputé par les ventes forcées faites par la montagne aux régions périphériques, de produits destinés à lui fournir une

contrepartie monétaire pour lui permettre de s'acquitter de l'impôt royal, ou le second terme (diviseur) qui se trouve accru par l'effet de la poussée démographique, l'effet sur le résultat (quotient) est le même: il diminue. En d'autres mots, que ce soit l'offre interne de subsistances qui tende à décroître du fait de l'ouverture forcée de la province de montagne sur le monde extérieur, ou la demande potentielle de subsistances qui tende à s'accroître du fait de la crue démographique, c'est le niveau moyen de vie, en termes de subsistances, qui est menacé et risque de diminuer de manière peu supportable. Le résultat est donc, macroéconomiquement parlant, un appauvrissement qui par l'intermédiaire des mouvements de prix, se matérialisera par une diminution de la demande SOLVABLE des biens de consommation alimentaires à moins (et comment pourrait-il en être autrement?) que la population recherche avec plus ou moins de bonheur les voies d'un nouvel ajustement qui lui permette de subsister.

### C. Les réaménagements de l'économie montagnarde: schémas d'ensemble.

Les déséquilibres induits par les "chocs" précités tendent, une fois amorcés, à s'accentuer sous l'effet de mécanismes liés à la nouvelle économie de marché; d'une part, on constate l'apparition ou le développement d'un secteur commercial parasitaire, qui vit sur la production "physique" sans en accroître vraiment la masse; de l'autre, la seigneurie, séduite par les nouvelles perspectives de profit commercial, s'efforce quand elle le peut de moderniser ses méthodes de perception, ce qui rend ses prélèvements plus pesants; enfin par un processus logique, le faire-valoir indirect sous la forme du domaine, seul capable de dégager des excédents commercialisables substantiels, prend un essor d'autant plus vif qu'il existe désormais aux mains des intermédiaires, marchands ou fermiers, un capital en quête de placements. De là procède une accentuation des différences sociales au sein de la population montagnarde, où le faire-valoir direct par de petits propriétaires paysans était antérieurement la règle; une bi-

polarisation s'esquisse, vers une grande propriété en voie de développement et un salariat souffreteux, dont la demande de travail dépasse chroniquement l'offre locale, avec les conséquences qu'implique une telle situation sur les "prix de l'homme".

Les réponses à un défi qui se traduisait par une précarité accrue de la vie pour l'homme montagnard, furent schématiquement de trois ordres, mais intervinrent dans ces trois lignes, tantôt isolément, tantôt additivement. Les populations se rabattirent sur les ressources du "saltus" communal, vendirent en quantités croissantes du travail à l'extérieur, et développèrent une production artisanale pour le marché, de type "proto-industriel". Ces ressources d'appoint leur permirent d'équilibrer les balances de paiements des régions montagneuses à des niveaux compatibles avec le maintien sur place des effectifs démographiques existants.

Pour parer à ces blocages qui tendaient à faire des régions de montagnes des mondes "sans horizons" ni avenir (cf. un récent ouvrage de N. Lemaître sur le Bas-Limousin), les hommes recourent à des solutions non point nouvelles (elles sont déjà connues et utilisées par eux dans leur essence), mais exploitées plus intensivement, à une autre échelle, et dans un esprit nouveau, sous la pression de la nécessité.

a) le repli sur le saltus. Réduit à la défensive, le petit propriétaire montagnard se tourne, comme le journalier pur et simple, vers les ressources annexes que peut lui procurer le communal; d'où une exploitation - souvent même une sur-exploitation - de ses possibilités en pâturage pour le menu bétail, d'où des activités déprédatrices en matière de cueillette, de pêche, de chasse (plus ou moins clandestine), de forestage. Le communal, mis en demeure de suppléer à tous les manques, qu'il s'agisse des fumures, du bois d'oeuvre ou de chauffage ou du pacage, se dégrade souvent rapidement, d'autant que les défrichements par écoubage ou essartage s'y répètent à des cadences

de plus en plus rapides, qui empêchent la reconstitution de la fertilité de ses sols maigres, rendue antérieurement possible par les lentes révolutions. Les chèvres, ressource suprême des pauvres, s'y multiplient au grand dam de la végétation ligneuse - sans que les maîtrises forestières, conscientes de l'extrême dénuement d'une partie des populations, cherchent sérieusement à faire appliquer les prohibitions légales. Dans les forêts proprement dites, les délits nés de la misère, - pacage illicite, coupes clandestines... - prennent une ampleur effarente.

b) l'option "proto-industrielle". Elle a été récemment étudiée par M. Gresset pour le pays de Saint-Claude, dans le haut Jura comtois. On la trouve dans bien d'autres régions de montagne: citons pêle-mêle et de manière non exhaustive des activités qui prennent dès le 17e siècle un puissant élan, comme la coutellerie et la taillanderie dans la montagne de Thiers ou la papeterie dans le Livradois en Auvergne, ou encore la dentellerie dans le Velay, la métallurgie rurale dans une partie du Forez ou, dans les Pyrénées, au pays de Foix, ou comme la fabrication de grosses étoffes de "camelot" en Gévaudan; le Dauphiné, les Vosges, le Haut pays Tarbais se donnent aussi de telles activités de complément qui utilisent le bois, les textiles locaux (lin, chanvre, laine) ou les métaux extraits sur place, mais surtout les excédents de main d'œuvre disponibles. Mais partout présent par touches, ou presque, le proto-industriel montagnard trouve généralement ses limites assez vite, faute de villes assez puissantes, riches et nombreuses pour prendre en charge l'organisation du travail et la commercialisation lointaine de la production dans des régions étendues. Le rayonnement de Marvejols - qui n'est qu'une bourgade - restreint la fabrication des cadis et camelots à une aire réduite de l'âpre pays gévaudanais. La médiocrité persistante des communications contribue aussi à ce plafonnement.

c) la vente de force de travail dans les bas pays. Que la

transhumance soit la "loi universelle" de la montagne, comme l'a affirmé R. Blanchard, est une évidence à considérer la permanence des migrations de la montagne vers les plaines! Montagne "fabrique d'hommes à usage d'autrui" écrit F. Braudel des hauts pays méditerranéens. Mais, modulée en fonction de la conjoncture économique, la migration montagnarde change de dimension, voire d'échelle lorsque l'économie montagnarde, en s'ouvrant nolens volens au monde extérieur et aux échanges, entre en crise. L'intensification des migrations saisonnières et temporaires des montagnards est la réponse la plus efficace à l'agression monétaire, celle qui permet seule pour un temps à la montagne de conserver une charge en hommes disproportionnée à ses ressources agricoles.

IV. La vente de force de travail montagnarde dans les bas pays  
Elle revêt une ampleur et une signification particulièrement importantes dès le XVIIe siècle, et prend un essor nouveau au XVIIIe. Le montagnard migrant est mû, non par un "spleen" existentiel, comme l'affirment parfois des auteurs en quête de sensationnel, mais par "le désir de faire sa condition meilleure": il s'agit pour lui de vivre et de faire subsister sa famille, de maintenir et si possible de grandir le patrimoine familial; en cas de réussite exceptionnelle, de s'élever dans l'échelle de la société villageoise. Des causes répulsives et attractives auxquelles on a coutume de rapporter les décisions d'émigrer, il est évident qu'à cette époque ce sont les premières qui sont déterminantes en matière de migrations des montagnards: trop peu de terres, trop peu d'occasions de travail sur place, une trop longue morte-saison assorties d'une sur-pression démographique croissante, autant de raisons pour s'expatrier, fût-ce avec la nostalgie du déraciné.

#### A. Les atouts de la migration montagnarde.

Autoentretenue, le mouvement devient d'autant plus facilement cumulatif au cours du dernier siècle de l'Ancien Régime que le montagnard bénéficie d'un certain nombre de circonstances

favorables. Habitué à des conditions de vie et de travail pénibles, il est frugal et s'accommode mieux qu'un autre de salaires, de régimes alimentaires et d'habitat et d'environnements médiocres ou précaires. Comme les sociétés montagnardes doivent à leur archaïsme même un sens communautaire développé, les groupes de migrants pratiquent une entraide qui adoucit l'amertume ou le désarroi des départs et des séparations: la migration montagnarde, à géométrie variable est migration de parents et de voisins ou de "pays" plutôt que d'individus, et les réseaux ou les filières qui se constituent et s'étoffent spontanément facilitent les adaptations, ou les réussites, ou amortissent les échecs. Le montagnard est du reste, par l'habitude des foires née d'une longue fréquentation de ces marchés périodiques du bétail, relativement armé pour le débat économique: sachant marchander le prix d'un veau ou d'un couple de brebis, il lui sera plus facile de marchander la rémunération de son travail. Enfin, à l'échelon de la micro-exploitation montagnarde, l'absence - pendant un hiver largement entendu du moins - des hommes n'est pas pénalisante: l'élevage ne demande jamais un gros volume de main d'œuvre, et la montagne n'a besoin d'un grand nombre de bras que pendant de brèves périodes de l'été (lors des fenaisons, par exemple).

#### B. Comptes et bilans.

La fortune des migrations montagnardes massives, telles que celles du XVIII<sup>e</sup> siècle en France, tient aux avantages qu'elles apportent aux parties prenantes, populations montagnardes d'une part, et bas pays de l'autre. Aux hautes terres, elle procure le bénéfice d'un délestage démographique passager, mais bénéfique, au moment délicat entre tous, qui s'écoule entre la Toussaint et la Saint-Jean d'été, période de tension en matière de subsistances et de grains surtout, jusqu'à la "soudure" de la récolte. Elle leur fournit le flux d'espèces monétaires qui permet d'équilibrer une balance des paiements que l'achat indispensable de sel, de vin et d'un complément de céréales aux plaines voisines risquerait de

déséquilibrer malgré l'actif fourni par les ventes de produits animaux et parfois de bois d'oeuvre. N'oublions pas cependant que les bovins ou ovins vendus le sont souvent à bas prix, la valeur ajoutée découlant de l'engraissement (de l'embouche) n'intervenant que dans les bas pays riches en herbages, et les montagnes devant se borner à vendre à bas prix, en automne, les "élèves" qu'elles ne peuvent point hiverner faute de fourrages. Bref, grâce à l'émigration d'une partie de son potentiel de travail mâle, la montagne peuplée parvient à subsister tant bien que mal, les petits pécules des migrants qui rentrent au pays faisant les substantielles rentrées qui permettront de faire face aux obligations diverses, fiscales ou autres réglables en numéraire. Au plan micro-économique, les migrants trouvent dans leurs "expatriations" une chance, s'ils réussissent - hasard heureux ou opiniâtreté - d'accumuler les quelques dizaines de livres d'épargnes qui, toutes charges payées, leur rendront possible l'acquisition de parcelles de pré, de pacage ou de terre labourable pour arrondir leur patrimoine; leurs absences prolongées parfois par enjambement de plusieurs retours saisonniers (c'est souvent le cas pour les jeunes mariés) présente l'avantage, dans un contexte démographique d'où la contraception est exclue, d'espacer les naissances et de réduire quelque peu la tension démographique. La migration peut enfin apporter aux communautés montagnardes en matière culturelle et technique un peu d'air frais, sous forme d'idées, d'outils, de connaissances acquises à l'extérieur par les migrants.

Pour les régions d'accueil, villes certes, mais aussi campagnes des bas pays, plaines du Languedoc, du pays Toulousain, bas pays du Val de Loire, Bassin Parisien, l'afflux des "montagnols" est utile au premier chef, tant sur le plan démographique (ils contribuent au maintien et au développement du potentiel démographique de bien des contrées auxquelles ils infusent un sang nouveau, en s'y fixant par mariage avec des veuves ou des filles du cru) que sous l'angle économique; pesant sur les niveaux de salaires puisqu'ils sont

peu exigeants et durs au travail, ils contribuent au resserrement des coûts de production dans les zones agricoles qui travaillent pour le marché, et poussent par leur présence même à une spécialisation des indigènes dans des travaux plus rentables et mieux payés; à terme, parce qu'ils rendent rentables des travaux d'aménagement urbain ou rural qui, sans eux, auraient été différés parce qu'hors de prix, ils donnent une forte impulsion à cet équipement des bas pays qui leur permettra dans un second temps de s'assurer un avantage décisif sur les montagnes, moins compétitives parce que moins bien pourvues en investissements productifs. La plupart des grands travaux tant au XVIIe qu'au XVIIIe - travaux portuaires, construction des digues de défense contre les inondations fluviales, fortification des frontières, drainage et défrichement des secteurs géographiques marécageux - se font par le truchement d'une main d'œuvre montagnarde bon marché et docile. Main d'œuvre dont la flexibilité présente par ailleurs les avantages que l'on imagine, puisqu'il est facile en temps de crise conjoncturelle de la laisser inemployée, sans risques d'émeutes ou de troubles sur place; les montagnards, qui recherchent des salaires ou des profits d'appoint, sachant que l'emploi se fait rare aux bas pays, restent chez eux et souffrent en silence.

Pourtant, à cet aspect favorable, il faut confronter un volet plus décevant; il y a un passif de l'émigration montagnarde! Pour les migrants eux mêmes et leur région d'origine, d'abord; outre la perte d'identité qui les guette au fur et à mesure que leurs séjours se multiplient ou s'allongent - et qui fait par exemple que les maçons marchois traités de "bourgeois de l'hiver" à leur retour dans leur village commencent vite à s'y sentir étrangers - s'ajoutent des risques particuliers découlant d'une mortalité et d'une morbidité fortes, liées aux déplacements et aux métiers pratiqués; la maladie, la mort inopinée et accidentelle font des coupes sombres parmi les migrants montagnards, multipliant dans leurs familles les "veuves blanches" condamnées au célibat dans l'avenir par

l'incapacité où elles sont de prouver la mort effective de maris disparus sans laisser de traces. L'économie rurale des pays hauts est souvent en partie ruinée lorsque l'émigration montagnarde, par effet d'imitation, devient torrentielle, et quand en conséquence les terres ne sont plus tenues que par des femmes, des enfants, des vieillards incapables d'assurer les façons indispensables au maintien du potentiel pastoral et agricole. Le "décloisonnement microbien" qui tient aux allées et venues des migrants provoque à l'occasion une fâcheuse circulation des épidémies, et dissémine dans les montagnes les maladies "sociales" courantes dans les bas quartiers urbains. Il convient d'ajouter à ces inconvénients et incidences négatifs des migrations montagnardes dans les zones d'émission proprement dites, l'augmentation du coût des terres - en fait des parcelles de faible contenance - du fait de la concurrence entre eux des migrants qui rentrent lestés d'un pécule et qui ont "du reste" sur leurs impositions: effet néfaste puisque le prix exorbitant de terres peu productives accentue encore la très faible rentabilité du capital foncier en altitude et contribuera à la longue à décourager l'investissement dans les biens fonds ruraux de ce type, donc à accélérer la déconfiture de l'agriculture de montagne. Les voyageurs de la fin de l'Ancien Régime, lorsqu'ils font état du prix très élevé des terres en montagne s'inquiètent de cette anomalie (cf. Legrand d'Aussy pour les monts d'Auvergne vers 1786), et certains observateurs sagaces expliquent que, par une sorte d'incessant mouvement "brownien", les mêmes parcelles passent de main en main, se combinant aux mains de certains migrants - les plus chanceux ou les plus astucieux, ceux qui jouent le rôle de tâcherons, intermédiaires entre leurs compatriotes et les employeurs des plaines - pour former de petits domaines sans rentabilité, et qui non viables, s'effritent en bout de quelques lustres pour retomber par morceaux sur le marché. Comment s'étonner si le rendement économique des terres, lorsqu'il est possible de le calculer, ne s'élève guère au delà de 2% du capital engagé?

A celà, on ajoutera un coût social de la migration montagnarde pour la collectivité - en fait pour les régions ou villes réceptrices - qui s'analyse en termes de délinquance ou d'assistance. Vulnérables du fait de leurs conditions de vie, mal adaptés et difficiles à acculturer, les montagnards versent parfois, malgré le gardefou que constitue l'émigration en groupes cohérents, dans le vagabondage et la délinquance de droit commun; ils peuplent les hôpitaux de nombre villes ou les maisons-Dieu de maintes bourgades, ils pullulent en certaines saisons de l'année dans les hôpitaux-généraux, ces "workhouses" de la France d'alors, on les trouve aussi sur les livres d'écrou des prisons.

C. Les signes d'une banalisation de l'émigration montagnarde. Ce sont, dès les dernières décennies de l'Ancien Régime, la diversification de la migration et la promotion relative du migrant - de certains migrants, en tous cas, une sorte d'élite ... Occupant en nombre - et en quelque sorte en force - certains créneaux de l'appareil de production, ils en arrivent à se constituer des sortes de monopoles professionnels et régionaux: maçons de la Marche, colporteurs du Dauphiné ou de l'Auvergne, acieurs de long foréziens et auvergnats, tireuses de cordes du Vivarais (à Lyon), ramoneurs et montreurs de marmottes de Savoie, d'où viennent aussi tant de domestiques, frotteurs, gagne-deniers et crocheteurs à Paris et à Versailles, peigneurs de chanvre du Bugey, "robeyrols" (portefaix et débardeurs) des Alpes de Provence, marchands de "simples" du Lubéron et j'en passe. Contrôlant certaines branches d'activité où ils se succèdent de père ou beau-père en fils ou en gendre, les montagnards sont installés dans l'émigration qui fait désormais partie de leur horizon existentiel; les plus délurés d'entre eux, dédaignant les voies peu rémunératrices du salariat, accèdent maintenant au profit en prenant à leur service des valets rémunérés à forfait, ou deviennent des commerçants comme ces crémiers du Comminges ou ces charcutiers de Haute Provence qui envahissent les villes de Toulouse, de Marseille, de Toulon ou d'Aix;

artisans et marchands à la fois, les chaudronniers ambulants des Alpes (les "magnins") ou de l'Auvergne ne sont déjà plus de simples étameurs: ils trafiquent sur le cuivre et l'étain neufs et usagés. Les chiffonniers itinérants eux mêmes, intermédiaires utiles entre la population vêtue de tissus de plus en plus diversifiés et les papetiers à la recherche de matière première, sont des commerçants parfois aisés. Bref, signe certain d'une ascension dans l'échelle socio-professionnelle, des groupes de montagnards en pointe, par le travail et l'astuce, "percent" dans les domaines dédaignés par les jurandes et organisations de métiers: ceux là, maçons devenus des manières d'entrepreneurs, cordonniers ambulants sédentarisés, chaudronniers devenus maîtres poëliers, ou simples pionniers, porteurs d'eau ou lanterniers transformés en cabaretiers ou logeurs aux points nodaux des circuits fréquentés par leurs compatriotes, représentent l'avenir des migrations montagnardes, l'échelon - destiné à s'étoffer au siècle suivant - de ceux qui, par passage de l'émigration temporaire à longues révolutions et à l'émigration viagère, se "naturalisent" dans les bas pays et y font peau neuve de sédentaires transplantés.

#### V. Les mécanismes de l'appauvrissement montagnard et des réajustements

Une étude fine et en profondeur des différents massifs ou chaînes de montagne en France au cours des deux derniers siècles de la monarchie absolue serait nécessaire pour préciser et confirmer certaines des hypothèses de cette étude. Elle impliquerait des recherches convergentes.

A. Analyse dynamique des moyens et des types de production.  
Cela pour chaque "région" montagneuse individualisée, et compte tenu de ces petits changements qui sourdent ici ou là sans transformer fondamentalement les données de l'économie montagnarde: apparition des seigles et froments de printemps, parfois de la pomme de terre (Forez), diffusion de l'assolement triennal, modalités de l'ouverture aux marchés extérieurs...

#### B. Examen des structures foncières et sociales.

La montagne est-elle partout le bastion de la propriété paysanne en faire-valoir direct? B. Bonnin a montré pour le Haut Dauphiné que cette idée n'allait pas sans nuances locales. Et dans quel sens évoluent propriété et types d'exploitation sous la pression fiscale et démographique?

#### C. Choix des marqueurs ou indicateurs économiques.

Il pose des problèmes techniques délicats, que l'on ne peut évoquer qu'allusivement ici. En effet, en matière de productions animales, nous ne disposons pas de sources d'une qualité comparable à celle des mercuriales de marchés pour les céréales panifiables. Une étude comparative précise de l'évolution des cours des produits animaux et des cours des produits végétaux dans les régions hautes implique dès lors la constitution "artificielle" de séries de prix pour le fromage, le beurre, les bovins, les ovins voire même les produits intermédiaires de trafic intermittent comme le fourrage; à défaut de comptabilités sur longues périodes de domaines bien individualisés, il faudra se reporter aux prix extraits de comptabilités d'établissement hospitaliers ou conventuels, aux sentences de tribunaux consulaires ou aux décisions judiciaires, aux "polices" de ventes rédigées généralement avant la saison d'estivage entre marchands de beurre ou de fromage et gros propriétaires exploitants de pâturages d'estive, voire aux prix de locations des vaches laitières par les entrepreneurs d'estivage (bâtiens en Haute Auvergne), pour "ameubler" les montagnes "à lait" pour l'été, aux prix de location ou de vente des unités de pacage de montagne d'estive (ce que l'on nomme en Haute Auvergne, la tête d'herbage ou superficie de pâturage d'été nécessaire pour estiver une vache produisant du lait pour la fabrication de fromage de "fourme"); bien entendu, le risque d'obtenir des séries peu homogènes est grand, car il y a vache et vache (de travail, de montagne, destinée à l'engraissement...), qualité et qualité de montagne (certaines ont une pelouse plus dense et plus réputée que d'autres, certaines, infectées antérieurement par

le charbon et des épizooties diverses sont dépréciées), qualité et qualité de foin (depuis le mauvais foin "de jonc" jusqu'au foin de la meilleure espèce). Les crus de fromage jouissent de réputations différentes dans des rayons restreints et leurs cours s'en ressentent d'une année sur l'autre.

Aussi doit-on, semble-t-il, attacher de l'importance aux convergences et aux corrélations qui pourraient se dégager de la confrontation de plusieurs séries statistiques formées à partir de ces divers indicateurs dont aucun ne peut à lui seul apparaître comme satisfaisant. Ainsi, pour la Haute Auvergne, région d'Aurillac, nous avons obtenu, à partir de telles séries, les résultats qui suivent:

INDICES REGION d'AURILLAC

	prix du setier du seigle	accense du lait	affermage de la tête d'herbage
décennie 1730-39	100	100	100
décennie 1780-89	188	144	152

cours moyen du quintal<sup>2</sup> de fromage de fourme  
cours moyen du septier de seigle<sup>3</sup>

Qui plus est, l'évolution du quotient région d'Aurillac vendre au cours 4,87 Livres pesant de fourme pour acheter un setier de seigle; en 1770-79, il faut en vendre 6,41 Livres pesant pour acquérir le même setier.

D. Cette dernière remarque nous amène à poser la question, essentielle selon nous dans les régions de montagne en longue période, de l'évolution des termes de l'échange entre les produits végétaux (céréales essentiellement), dont elles sont généralement déficitaires, donc acheteuses à l'extérieur, et les produits animaux que leurs aptitudes naturelles les por-

tent à produire dans les meilleures conditions (loi économique du "plus grand avantage") et qu'elles exportent généralement à l'extérieur.

Sans préjuger aucunement des résultats apportés, région par région, par une telle recherche, on conviendra de l'intérêt qu'ils pourraient revêtir; soit que l'évolution longue des termes de l'échange entre produits montagnards d'origine animale et productions végétales (céréales), en partie importés des bas pays, soit erratique - auquel cas, comme il arrive dans la recherche en histoire économique, nous aboutirions à une impasse -, soit au contraire que dans le long terme apparaisse une dégradation des termes de l'échange, ou au profit des produits végétaux, donc des bas pays: au reste, en l'absence d'un marché national homogène, des évolutions différentes pourraient, à la limite, intervenir dans les différentes régions de montagnes... Il reste que le sens et l'ampleur de la détérioration ne sauraient en aucune manière être alors sans impacts sur la situation générale des régions impliquées et sur les équilibres généraux de leurs balances de paiements avec l'extérieur. On sait combien les stocks et flux monétaires étaient, dans les provinces, sensibles aux mouvements des marchandises, à une époque où les exportations et importations invisibles avaient une importance presque négligeable - s'agissant surtout de régions marginales et à l'écart des grands mouvements d'idées et des transformations du trafic liées au négoce maritime et colonial. Aussi, toute pesée globale des économies montagnardes dans l'économie française en général passe-t-elle, à notre sens, par une prise en compte de ce type de problème, susceptible, nous semble-t-il, d'éclairer la situation et les réactions d'ensemble des populations dans les hautes terres, face à un monde politiquement et économiquement dominant qui est de plus en plus nettement celui des plaines et des villes qui s'y trouvent.

Dans la Haute Auvergne, de récents travaux de W. Tijms<sup>4</sup> semblent bien démontrer que le développement de l'économie domaniale (croissance du nombre et de l'étendue des domaines

baillés à ferme ou à mi-fruits) au détriment de la moyenne propriété paysanne, déjà signalée pour le XVIII<sup>e</sup> siècle par le géographe A. Fel, doit être mise en rapports avec l'accroissement spectaculaire du poids des pièces de fromage de fourme fabriquées dans les "montagnes d'estive" avec le lait d'une seule traite du troupeau estivé; les pièces, qui passent en moyenne de 30 à 40 livres chacune à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle à 70 à 80 livres à la fin du XVIII<sup>e</sup> ne marquent-elles pas concrètement et significativement la façon dont le producteur de fromages de fourme, dans le système séculaire des montagnes d'estives de la Haute Auvergne, réagit, en faisant jouer l'économie d'échelle, à une dégradation des termes d'échanges qui va contre l'herbage et ses produits commercialisables? De plus gros et de plus forts domaines ou troupeaux et de plus gros fromages permettaient de diminuer les coûts de production et de mieux supporter une détérioration relative des cours, au prix certes - et cela aussi est à considérer du point de vue des équilibres et ajustements généraux - d'une diminution de l'emploi offert par l'exploitation agricole à dominante pastorale, aux populations locales...

#### Notes

1. L'Art de cultiver les pays de montagnes et ceux situés dans les climats froids... par M.D.B.M.B.S.D, Londres et Paris, 1774. 136 pp. en 8°
2. quintal de 100 litres pesant
3. sétier mesure du marché d'Aurillac
4. article à paraître, aimablement communiqué par Wigbold Tijms.